



INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL CAFÉ
ORGANIZAÇÃO INTERNACIONAL DO CAFÉ
ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

ICC 103-15

26 janvier 2010
Original : anglais

F

**Atelier sur la mise en route du
Forum consultatif sur le financement
dans le secteur du café (22 septembre
2009)**

Rapport de synthèse

Contexte

1. Un atelier sur la mise en route du Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café s'est tenu le mardi 22 septembre 2009 au siège de l'OIC à Londres, sous la présidence du Directeur exécutif, M. Néstor Osorio. Le programme de cet atelier a été diffusé dans le document ED-2066/09 Rev. 1.
2. Le président a fait rapport au Conseil à sa 103^e session, du 22 au 25 septembre 2009. Le texte des exposés a été distribué aux Membres sous forme électronique et est disponible sur le site web de l'OIC (www.ico.org/fr/workshop_f.asp).
3. Les documents WP-Forum 1/09, 2/09 et 3/09, contenant respectivement des informations sur les coûts théoriques du Forum, le projet de mandat d'un comité directeur chargé d'organiser et de faciliter les travaux du Forum, et des propositions de participants à inviter au Forum, ont été diffusés pour examen préliminaire à l'atelier. Le document PSCB-117/09, contenant un cadre d'analyse du Forum élaboré par l'Association nationale du café des États-Unis a également été diffusé. Ces documents seront examinés par les Membres à la 104^e session du Conseil en mars 2010.

**RAPPORT DE SYNTHÈSE DU PRÉSIDENT DE
L'ATELIER SUR LA MISE EN ROUTE DU
FORUM CONSULTATIF SUR LE FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DU CAFÉ**

1. L'objectif de l'atelier était de faire avancer les préparatifs de la première réunion du Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café (FCFSC) en examinant des propositions sur les travaux et les modalités du Forum. La première partie de l'atelier a été consacrée à des exposés de représentants de six institutions bilatérales ou multilatérales, sur les travaux et les contributions possibles du Forum, ainsi que sur l'assistance qu'il pourrait apporter au secteur du café.

Istituto Agronomico per l'Oltremare (IAO) du Ministère italien des affaires étrangères

2. Nicola Arbace, Directeur général, et Massimo Battaglia, responsable du secteur café, ont présenté les travaux de l'IAO. L'IAO s'intéresse essentiellement à l'agriculture durable et à la sécurité alimentaire, aux technologies géospatiales d'information, à la gestion des ressources naturelles, à la réduction de la pauvreté et à la biodiversité, la biotechnologie et la biosécurité. Le café n'est devenu que récemment le sujet exclusif de projets, par exemple dans le domaine des indications géographiques protégées (produits typiques). Ces projets visaient à améliorer la qualité du café et les conditions de vie des petits producteurs de café gourmet de qualité, en réduisant leur vulnérabilité socioéconomique et culturelle et en améliorant la durabilité de leurs cultures. Les défis à surmonter étaient les goulets d'étranglement de la chaîne de valeur du café au niveau du traitement. Les autres domaines importants ont été le renforcement des capacités des producteurs, y compris l'éducation à la dégustation du café pour reconnaître les défauts du café à l'origine, le soutien des circuits de commercialisation courts, la valorisation du travail des femmes dans la caféiculture, la diversification et les nouvelles technologies écologiques de recyclage et d'utilisation des résidus et sous-produits du café.

Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH (Allemagne)

3. Elena Rueda, Chargée de programme pour les normes sociales et écologiques, a présenté la coopération allemande en matière de développement dans le secteur du café. La priorité est donnée aux approches sectorielles (par exemple les 4C), aux programmes complets et complexes (par exemple l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques (AdapCC), à une plus grande participation du secteur privé depuis ces dix dernières années et à l'aide multilatérale. Les projets portent sur des questions liées les unes aux autres et traitées à différents niveaux économiques. En ce qui concerne le FCFSC, les sujets traités pourraient être les besoins, comme le financement de la chaîne de valeur, le financement de l'adaptation à des pratiques agricoles durables et aux changements climatiques, les modèles d'atténuation des risques et l'éducation financière des producteurs.

Les instruments permettant de répondre à ces besoins sont notamment le microfinancement, la microassurance, les prêts en nature et les liens éventuels avec les fonds d'investissement socialement responsables. Deux groupes de travail pourraient être créés pour les besoins et les instruments. Un comité directeur pourrait servir de centre d'information : il demanderait aux groupes de faire des propositions et partagerait avec eux les conclusions et les propositions. Ou bien, le Comité directeur pourrait consulter les deux groupes qui travailleraient sur des propositions et les partageraient par le biais d'une plate-forme commune d'échange d'informations. Les travaux des groupes devraient porter sur les besoins (par exemple, le financement ou l'atténuation des risques), les modèles relatifs à ces besoins, les marchés, la viabilité économique, les impacts possibles et les champs d'intervention.

Fondation ETEA pour le développement et la coopération (Espagne)

4. Vicente González Cano, Directeur exécutif, a brossé un tableau des travaux de plus en plus spécialisés de cette agence en matière de développement rural et local, d'intégration régionale, de promotion du développement des petites et micro-entreprises, des politiques de coopération et de développement en Amérique latine et en Asie-Océanie. Il a décrit le plan de soutien aux producteurs de café lancé en 2003 et le programme d'action 2006 - 2008 qui comprend des priorités comme le renforcement des dénominations d'origine et la valorisation et les changements structurels du secteur par la promotion des programmes de formation et d'éducation. En ce qui concerne le FCFSC, le développement du secteur est limité par les aspects financiers et il a souligné la logique de l'approche action-réflexion-action. Il a également noté l'importance des propositions novatrices, comme les programmes de micro-crédit-bail, les systèmes de garantie pour les petits producteurs, les fonds renouvelables et le microfinancement. Le Forum devrait garder à l'esprit le principe d'«élargissement» des propositions afin d'en maximiser l'efficacité, en commençant par des activités pilotes avec des résultats mesurables. Les initiatives existantes pourraient être identifiées pour éviter les répétitions et créer des synergies et des complémentarités. Enfin, le secteur privé a un rôle clé à jouer dans le Forum.

Ambassade de Suisse (au nom du Secrétariat d'État à l'économie (SECO))

5. Max Schnellmann, Conseiller (Affaires économiques, Produits de base), a informé les participants qu'un forum sur la gestion des risques agricoles dans le développement se tiendra en Suisse en octobre 2009, dont les résultats pourraient être partagés avec le FCFSC en temps voulu. L'assistance économique bilatérale suisse cible les marchés à créneaux en renforçant la chaîne de valeur des produits biologiques et de commerce équitable ainsi que les cafés de spécialité. Elle a également appuyé des initiatives de durabilité ciblant les marchés traditionnels, comme le développement des 4C, en recherchant des complémentarités entre le ciblage des marchés à créneaux et le ciblage des marchés de masse, en partant d'une perspective de durabilité. Le SECO appuie actuellement le projet COSA, qui a mis au point une méthode pour aider les producteurs à identifier et à évaluer les coûts et les avantages des

normes de durabilité. Il fournit un appui aux essais et à la mise en œuvre de la méthode COSA en Tanzanie. Il a également appuyé le *Triodos Sustainable Trade Fund*, qui accorde des prêts aux producteurs et aux petites et moyennes entreprises (PME) du commerce équitable et des produits organiques pour faciliter l'accès au marché, en vue d'aider les producteurs biologiques et certifiés équitables à préfinancer leurs contrats d'exportation avec des acheteurs étrangers.

U.S. Agency for International Development (USAID)

6. Anne Williams, Chef d'équipe, Politique agricole, a déclaré qu'en matière de café, l'USAID mettait l'accent sur l'amélioration des moyens de subsistance des petits et moyens producteurs et sur les capacités commerciales de petites et moyennes entreprises, en faisant la promotion de systèmes viables assurant des revenus significatifs, l'emploi et des bénéfices environnementaux, sociaux et consommateurs. Ces objectifs ont été atteints par l'amélioration de la capacité à produire et à commercialiser un café de haute qualité, par la diversification des activités, la promotion d'alliances au sein du secteur privé et la coordination avec d'autres donateurs. Entre 2005 et 2010, l'USAID a consacré un budget de 102 millions de dollars EU aux activités liées au café et elle a apporté une aide à 82% des pays exportateurs de l'OIC. Les exposés de l'atelier ont mis en évidence la richesse des idées, les enseignements tirés et les activités qui pourraient être développées. L'OIC pourrait servir de catalyseur et rechercher les domaines d'intérêt potentiels. Le Forum pourrait faciliter l'échange d'informations sur les activités actuelles et les expériences, y compris le renforcement des capacités. Il pourrait également étudier les moyens de renforcer la coopération entre les différentes organisations, développer des outils, en mettant l'accent sur les petits exploitants et aborder des sujets tels que l'éducation financière.

Fonds commun pour les produits de base (FCPB)

7. Caleb Dengu, Premier directeur de projet, a décrit les différences entre la chaîne de valeur du café et la chaîne d'approvisionnement du café et a noté que le type de ressources requises par le secteur du café (par exemple, développement des plantations/coûts d'exportation) détermine le type de produits financiers nécessaires (court ou long terme). Les sources de financement sont notamment les budgets gouvernementaux, les institutions de financement du développement, l'aide bilatérale et les banques privées nationales, ces dernières offrant principalement des produits financiers structurés. Il existe un besoin d'information sur les fonds alloués au café par ces sources : il faut savoir s'ils sont à la hauteur de la contribution du café aux économies nationales, afin que les décideurs puissent allouer des fonds de manière efficace. Le Forum devrait faire pression sur les gouvernements nationaux pour qu'ils augmentent la part de l'enveloppe budgétaire de l'agriculture qui est attribuée à la mise en valeur du café, et justifier ces pressions en soulignant la contribution des exportations de café dans le total des exportations agricoles. La Déclaration de Maputo,

par exemple, encourageait les pays à consacrer 12% de leurs budgets à l'agriculture ; cet objectif est loin d'être atteint. Il devrait aussi faire pression auprès des institutions multilatérales, par exemple, pour qu'elles comparent la part du café dans le portefeuille des banques de développement par rapport à l'importance des exportations de café. Même si la sécurité alimentaire est considérée comme une priorité, le café pourrait contribuer à la sécurité du revenu. Le Forum pourrait également faire pression sur les institutions bilatérales et fournir des statistiques d'exportation pour montrer la mesure dans laquelle le service de la dette est redevable aux exportations de café. Cette stratégie de pressions devrait comprendre les éléments suivants : recueil d'informations sur les besoins financiers de chaque pays producteur ; analyse de ces données ; organisation de réunions annuelles des principales institutions multilatérales ; présentation de documents démontrant la contribution du café aux recettes d'exportation ; organisation de manifestations parallèles aux réunions des banques multilatérales de développement pour souligner l'importance du café et de sa contribution au développement ; organisation de réunions avec les institutions bilatérales pour démontrer le bien-fondé de la part du café dans le budget du développement et aider les pays à préparer des documents d'information pour exercer des pressions en vue du financement du café dans leur pays.

8. Les exposés ont été suivis de discussions des Membres au cours desquelles plusieurs points ont été soulevés, notamment :

- La présence d'institutions bilatérales et multilatérales au Forum a été saluée. Elles ont un rôle important à jouer dans le financement des projets et dans le développement d'un secteur du café durable en termes économiques, sociaux et environnementaux. Les exposés présentés lors de l'atelier ont démontré l'ampleur des activités de renforcement des capacités entreprises sur une base bilatérale dans le secteur du café.
- La valeur des contributions des autres acteurs du financement de la filière café et de l'agriculture, y compris Root Capital et Rabobank et autres institutions comme la Banque mondiale et les banques régionales de développement, a été notée.
- Le Forum est une innovation importante de l'Accord de 2007, qui pourrait contribuer à la durabilité du secteur du café. Comme le CCSP, il a un rôle utile à jouer pour faciliter les échanges d'informations et les discussions sur le financement dans le secteur du café entre les principales parties prenantes des institutions financières, des organisations internationales et autres. Il devrait se concentrer essentiellement sur les questions financières. Ses fonctions pourraient être : fournir aux organes décideurs des informations sur le café, informer les Membres des activités extérieures à l'OIC, explorer les synergies, identifier les besoins et les domaines où l'OIC pourrait intervenir et mobiliser des ressources supplémentaires pour les initiatives du secteur du café et les priorités identifiées par les Membres, en complément des ressources du FCPB.

- Les domaines d'intérêt pour les producteurs sont l'appui aux petits producteurs en matière de production et de commercialisation du café, l'obtention de crédits, l'assurance récolte et intempérie, la gestion des risques, les infrastructures (par exemple, les investissements dans le traitement et les routes), l'encouragement des partenariats public-privé, l'investissement dans le développement du secteur des cafés de spécialité et la volatilité des prix du café. Le Forum pourrait également attirer l'attention sur de nouvelles initiatives et approches en matière de financement, comme les récépissés d'entrepôt, et mettre ainsi à la disposition des Membres un ensemble d'outils.
- Le Forum devrait avoir une approche multidimensionnelle et intégrée, répondant aux intérêts des producteurs, combinant les aspects micro et macrofinanciers, et traiter les questions du financement dans l'ensemble de la chaîne de valeur, y compris les fonds de roulement, l'assurance et les mécanismes permettant aux producteurs de réduire les risques du marché.
- Le Conseil est l'organe suprême de l'Organisation, et le Forum est un organe consultatif qui relève du Conseil. Les projets de documents préparés pour l'atelier ont été utiles pour les discussions mais les décisions finales sur le Forum seront prises par le Conseil.
- La création et la composition d'un petit comité directeur efficace, avec les compétences nécessaires, serait essentielle pour le Forum.
- Un séminaire sur le financement organisé par l'Organisation interafricaine du Café au cours duquel les Membres africains ont discuté des besoins du secteur du café et de l'accès aux ressources nécessaires s'est révélé être une initiative intéressante qui a formulé des recommandations utiles.
- La question de la certification n'est pas un sujet de discussion approprié pour le Forum, qui devrait se concentrer sur le but précis pour lequel il a été créé : faciliter les consultations sur les sujets liés au financement et à la gestion des risques dans le secteur du café.
- La nécessité de renforcer les institutions nationales du café a été soulevée; un grand nombre de celles-ci ont été partiellement ou totalement démantelées au cours des deux dernières décennies. Les producteurs ont besoin d'un cadre institutionnel pour identifier leurs besoins et mobiliser des financements.
- Les propositions doivent être alignées sur les stratégies nationales de développement et basées sur les besoins des Membres. Les initiatives et propositions présentées doivent être accessibles et compréhensibles par les petits exploitants qui produisent l'essentiel du café du monde.

- Certains projets intéressants ont été mis en œuvre dans le passé mais leurs effets ont été de courte durée. Des efforts devraient être faits pour élaborer des modèles de soutien aux producteurs dans des domaines clés, conformément aux politiques nationales, qui donneraient des résultats durables et systématiques.

9. Le Président a remercié tous les orateurs pour leurs précieuses contributions et a également exprimé son appréciation pour l'assistance et l'expertise que les institutions qui les emploient mettent à la disposition du développement du secteur du café. Le débat a été un moment important pour la mise en route du Forum, qui sera examinée plus avant à la prochaine session du Conseil.